

# Rougeole et ravages de la non vaccination

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4426 - Jeudi 15 mars 2018 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou/Un programme «riche et varié»  
vendredi et samedi



## Ifigha fête l'olivier



Hamou Bekouche, wali d'Adrar :

## «Adrar, prochainement un pôle économique d'excellence»

### Un limogeage sans autre forme de procès

Par Mohamed Habili

Entre Donald Trump et Rex Tillerson on savait que rien n'allait plus, qu'ils divergeaient à peu près sur tous les sujets importants : l'accord sur le programme nucléaire iranien, l'accord de Paris, le transfert de l'ambassade à Jérusalem, et à la fin, sur la rencontre au sommet avec le président nord-coréen, décidée d'ailleurs à l'insu du secrétaire d'Etat. On raconte que Tillerson n'a pas hésité une fois, en présence d'autres personnes, à traiter Trump d'idiot. Quelqu'un qui en vient à cette extrémité, en principe n'a plus rien d'autre à faire que donner sa démission. Or pas plus que Tillerson n'a présenté celle-ci, Trump ne l'a exigée. Ce qui est étonnant. Si bien qu'on en est venu à douter de la réalité de l'incident. On sait maintenant que celui-ci n'a pas dû être une invention, à en juger par la façon dont Tillerson a été limogé, qui a fait litière de toutes les règles en usage. Une chose lui a été épargnée, et peut-être ne doit-elle rien à Trump, c'est qu'il a été informé suffisamment à temps pour qu'il puisse rentrer à Washington de sa tournée africaine avant que le Tweet de Trump le concernant ne soit publié. Son limogeage aurait pu le surprendre en plein travail, au milieu d'une cérémonie ou d'une discussion. Il aurait même pu l'apprendre de l'un ou l'autre de ses hôtes africains, qui l'auraient su avant lui. Son départ s'ajoute à une liste de démissions-limogeages déjà longue, surtout que Trump n'est au pouvoir que depuis une année.

Suite en page 3

## Journée nationale des handicapés

# Pour une vie digne et sans obstacles



Comme tous les ans a lieu la Journée nationale des personnes handicapées, une occasion de nous rappeler cette frange et faire le douloureux bilan de la situation réelle du nombre important de citoyens handicapés que compte l'Algérie. Lire page 2

Profession d'huissier de justice et de notaire  
**Publication de décrets exécutifs sur les conditions d'exercice**

Le TNA présente le legs du scénographe de la Royal Shakespeare Company  
**Le parcours et l'œuvre de Abdelkader Farah revisités**

Journée nationale des handicapés

# Pour une vie digne et sans obstacles

■ Comme tous les ans a lieu la Journée nationale des personnes handicapées, une occasion de nous rappeler cette frange et faire le douloureux bilan de la situation réelle du nombre important de citoyens handicapés que compte l'Algérie.

Par Meriem Benchaouia

Cette journée nous permet de réaffirmer certains principes de base trop souvent oubliés, tels le respect et la dignité due à chaque personne, ce qui implique la reconnaissance des droits fondamentaux, à savoir l'éducation, l'accès au travail ainsi qu'un revenu pour les personnes lourdement handicapées et dont les parents ont la charge. Dans la société algérienne, qui compte des millions de personnes handicapées, il existe d'énormes obstacles les empêchant d'exercer leurs droits et libertés et de participer pleinement aux activités de la société. La mobilisation des associations et les quelques timides efforts des pouvoirs publics n'ont su venir à bout d'une forme d'exclusion sociale particulièrement cruelle. En effet, ils sont confrontés à une discrimination directe ou indirecte dans tous les secteurs de leur vie quotidienne. Les lieux dits «publics» sont totalement inaccessibles aux personnes souffrant d'un handicap physique et ce, en dépit du fait que l'accès soit parfois garanti par la loi. L'engagement des pouvoirs publics quant à leur prise en charge réelle pour favoriser leur insertion et notamment en agissant concrètement pour l'encadrement, la scolarisation, l'intégration et la mise en place de structures adéquates reste insuffisant. L'on devrait pour cette journée se fixer des objectifs par des actions concrètes qui fassent avancer l'application des normes et règles internationales relatives aux personnes handicapées et progresser leur participation à la vie sociale et au développement, au même titre que les autres personnes. L'occasion est telle que les médias ont un rôle particulièrement important à jouer et peuvent concourir au



succès de cette Journée et tout au long de l'année pour sensibiliser le public aux contributions positives des personnes handicapées.

## Plus de 580 000 patients pris en charge par l'ONAAPH

Plus de 580 000 patients assurés sociaux, en majorité des personnes aux besoins spécifiques, sont pris en charge par l'Office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (Onaaph), a indiqué le directeur général de l'Office, Fayçal Ouaguenouni. «Au total, 580 035 patients assurés sociaux, à mobilité réduite, dont des handicapés et des personnes atteintes de certaines maladies, sont pris en charge par l'Onaaph en matière d'appareillages, dont plus de 95% sont des bénéficiaires permanents», a déclaré M. Ouaguenouni. Il s'agit

de 372 953 bénéficiaires d'appareillages orthopédiques (prothèses, orthèses, chaussures pour diabétiques), 105 413 autres bénéficiaires d'aides techniques à la marche (fauteuils roulants, voiturettes à moteur), 86 703 bénéficiaires d'aides auditives et 14 966 bénéficiaires d'aides sanitaires (poches pour stomisés), a-t-il expliqué. L'Office prend en charge les personnes handicapées, tous types d'infirmités confondues, notamment les handicapés de naissance, les victimes d'accidents de la circulation, ainsi que les diabétiques, a-t-il ajouté. M. Ouaguenouni a souligné que les bénéficiaires d'appareillages sont couverts par la sécurité sociale qui reste le «partenaire principal» de l'Office, relevant que «la plus grande partie des patients de l'Office est prise en charge par la sécurité sociale à 100% (grands appareillages)». En 2017, l'Office a distribué, au total, 1 673 476

produits (appareillages) aux patients, dont 91 817 appareillages orthopédiques, 13 185 aides techniques à la marche et 11 380 prothèses auditives.

## Ouverture des structures pour de meilleures prestations

Dans le cadre du plan de développement et de modernisation de l'Office lancé par l'Onaaph en 2014 et qui s'étale jusqu'à la fin de l'année en cours, des structures de fabrication, de montage et de distribution d'appareillages orthopédiques et d'aides techniques à la marche, seront ouvertes ou réhabilitées et des produits aux normes internationales seront développés par l'introduction de nouvelles technologies. Parallèlement, des sessions de formation sont organisées périodiquement afin d'améliorer la prise en charge des personnes

handicapées, notamment en matière d'accueil et de prestations fournies, a indiqué M. Ouaguenouni. La disponibilité des produits aux normes internationales, notamment les nouvelles prothèses, vise à assurer une meilleure fonctionnalité, un meilleur confort et une bonne mobilité du patient, a-t-il soutenu. Le même responsable a fait savoir que dans le cadre de la simplification et l'allègement des procédures administratives au profit des personnes handicapées souffrant de troubles auditifs, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale projette l'ouverture d'antennes d'audioprothèse à travers le territoire national durant l'année en cours. L'encadrement de ces antennes sera assuré par des médecins qui suivent actuellement une formation spécialisée à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale, a-t-il précisé. M. Ouaguenouni a aussi annoncé l'ouverture prochaine des annexes d'audioprothèse relevant de l'Onaaph au niveau des structures locales de la sécurité sociale (Cnas-Casnos) dans le cadre de la mutualisation des moyens et le rapprochement des services au profit des handicapés. Le ministère prévoit également d'introduire un procédé moderne dans la conception et la fabrication d'embouts et de coques auriculaires qui sont une partie intégrante de l'appareil auditif, pour assurer «une réduction significative en termes de coûts et de délais», a-t-il poursuivi. D'autre part, le DG de l'Office a rappelé que le système du tiers payant permettra, à l'avenir, aux personnes handicapées d'utiliser la carte «Chifa» pour bénéficier des différents appareillages et accessoires dans le but de faciliter les procédures administratives au profit de cette frange de la société. M. B.

Béjaïa

## Des moyens matériels distribués aux handicapés pour être autonomes

La Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques ou handicapées a été célébrée à Béjaïa comme chaque année. Les autorités de wilaya, à leur tête le chef de l'exécutif, ont choisi de rendre visite aux associations activant au niveau de la maison des associations de la cité Remla. Sur place, la riche exposition organisée a mis en valeur les travaux des associations, façon de démontrer que les handicapés sont capables de se prendre charge et être autonomes. Etaient également présents à cette exposition les dispositifs d'aide et d'insertion de l'Etat dont l'Angem, l'ADS, la Cnas et l'Onaaph. Ce geste a été très apprécié par les associations qui y ont vu un encouragement à

poursuivre leur travail et leurs efforts sur le terrain. Du matériel et équipements, notamment des fauteuils roulants, micro-ordinateurs, béquilles, déambulateurs, motos, etc. ont été offerts aux personnes handicapées et celles à mobilité réduite afin de les aider, contribuer à leur insertion sociale et leur garantir une autonomie. La Direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya de Béjaïa a recensé cette année 22 550 personnes aux besoins spécifiques dont 11 000 handicapés mentaux, 6 700 personnes à mobilité réduite ou handicapés physiques, 300 non-voyants, 300 malentendants ou sourds-muets. Environ 1 500 de plus par rapport à l'an dernier où il avait été enregistré quelque 21 670 personnes aux besoins spéci-

ifiques. Les handicapés ont saisi l'occasion de la commémoration de cette journée pour informer et rappeler aux autorités leurs besoins en la matière, relevant le manque de traitements pour les personnes atteintes par la maladie spinabifida, la nécessité de porter à la hausse leurs allocations, une bonne application des articles 16 et 17 de la loi 90-11 du 21 avril 1990, notamment l'article 16 relatif à l'obligation par «les employeurs de réserver des postes de travail aux personnes handicapées», aménagement des accès pour handicapés dans les différents centres et édifices publics, etc. Il est utile de rappeler que notre pays a commencé à célébrer cette journée en 1981, où une réunion avait été tenue par le

gouvernement de l'époque en vue de discuter des problèmes des handicapés et d'en apporter les réponses. Notons que la wilaya de Béjaïa compte 7 centres pour handicapés dont les centres psycho-pédagogiques pour enfants handicapés mentaux d'Akbou, Timezrit, Ihaddaden etc. Elle compte également d'autres centres créés par le mouvement associatif. Hier, de nombreuses associations dont les «Mains blanches» d'Amizour, «Les Myopathes de Tazmalt», l'Association «Défi» d'Aokas ont élaboré des programmes d'activités pour marquer cette journée. Au menu, des conférences, des expositions, des galas, des conseils, la sensibilisation des écoliers sur la nécessité de bien

traiter des personnes aux besoins spécifiques... Notons que la Sûreté de wilaya a organisé avant-hier des visites de solidarité et de soutien aux enfants pris en charge au niveau du centre psychopédagogique des enfants inadaptés mentaux de Sid-Ali Lebbhar, et aux personnes victimes des accidents de la route se trouvant au niveau des hôpitaux. Hier, une cérémonie a été organisée au profit des employés de la Sûreté de wilaya souffrant de handicaps, aux victimes du terrorisme et leurs ayants droit, aux employés victimes de différents accidents de travail. Des cadeaux ont été offerts à ces derniers au cours de cette cérémonie. **Hocine Cherfa**

Six décès et 3 075 cas identifiés

# Rougeole et ravages de la non vaccination

■ La rougeole s'est étendue ces derniers jours à 13 wilayas, particulièrement El Oued, Ouargla et Illizi, où elle a affecté 3 075 personnes et provoqué six décès, selon un nouveau bilan du département de la santé.



Par Louiza Ait Ramdane

Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le Professeur Leïla Smati, pédiatre et membre du comité technique consultatif des vaccinations au ministère de la Santé, prévient que cette pathologie risque de s'étendre au niveau des grands centres urbains où les taux de vaccination constatés se sont révélés être particulièrement faibles. «Il y a une épidémie de rougeole qui touche pour l'instant 13 wilayas du pays et qui est concentrée essentiellement dans les wilayas d'El Oued, Ouargla, Biskra et Illizi», dira-t-elle.

Cette praticienne signale qu'au cas où cette situation n'est pas rapidement corrigée, il est possible de voir cette épidémie se développer, risquant ainsi d'engendrer un fort taux de mor-

talité. Parmi les villes où le taux de vaccination contre la rougeole ont été extrêmement bas, l'invité de la Chaîne 3 cite Alger avec 14%, Tipaza avec 15%, Constantine avec 19% ou Oran avec 25%. Le P<sup>e</sup> Leïla Smati rappelle, dans ce contexte, que le programme élaboré par le ministère de la Santé visait à vacciner 7 millions d'enfants, mais qu'à ce stade, seuls 3,5 millions ont pu être traités. Elle explique ce faible taux par une «campagne de rejet» de cette vaccination, animée par des personnes malintentionnées qui véhiculent des rumeurs sur le vaccin. Elle cite, à cet effet, des associations de consommateurs et quelques scientifiques. «Ces personnes malintentionnées font accroire que les vaccins étaient de mauvaise qualité», explique-t-elle, soulignant que les vaccins ont

été pré-qualifiés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). D'autre part, le Professeur Smati tient à signaler que les opérations de vaccination sont toujours en cours et que contrairement à ce qu'on avancé d'aucuns, elles ne présentent aucun danger. Elle met en avant la localité d'El-Meghaïr, où le taux des enfants traités a été de 100%, avec zéro cas de rougeole dans un environnement où le virus circule.

Le P<sup>e</sup> Smati précise que la rougeole est une maladie infectieuse infantile et qu'une personne malade peut contaminer entre 16 et 18 autres, d'où la rapidité de sa propagation. A cet effet, elle invite les parents des régions non encore touchées par l'épidémie à compléter rapidement la vaccination de leurs petits, bébés et enfants de

niveau primaire et moyen. Elle rappelle que le pays dispose de 7 000 centres de santé où il est possible de se faire vacciner.

Le ministère impute l'apparition de cette épidémie aux perturbations ayant caractérisé la campagne de vaccination contre la rougeole en mars 2017, en raison de la réticence des parents à s'y soumettre, soulignant que seulement 45% des enfants ont été vaccinés. Pour mieux cerner le problème, le ministère de la Santé a ouvert des enquêtes pour déterminer les causes de propagation de cette épidémie dans ces deux wilayas, signalant un taux de vaccination contre la rougeole «très bas» enregistré ces dernières années et ce, en dépit de la disponibilité du vaccin en Algérie répondant aux normes internationales. L. A. R.

Profession d'huissier de justice et de notaire

## Publication de décrets exécutifs sur les conditions d'exercice

Deux décrets exécutifs fixant les conditions d'accès, d'exercice et de discipline et les règles d'organisation de la profession d'huissier de justice et de notaire ont été publiés hier dans le dernier numéro du *Journal officiel*.

Le décret exécutif fixant les conditions d'accès, d'exercice et de discipline et les règles d'organisation de la profession d'huissier de justice stipule que les candidats reçus au concours d'admission à cette profession suivent une formation spécialisée d'une année qui comprend une formation pratique dans un office d'huissier de justice dont la durée est de dix mois et une formation théorique de deux mois. La formation comprend des cours, des conférences et des travaux pratiques, alors que le

programme de formation est fixé par arrêté du ministre de la Justice, garde des Sceaux, après consultation de la Chambre nationale des huissiers de justice. La formation est effectuée au niveau des établissements de formation relevant du secteur de la justice ou d'autres institutions et établissements de formation en vertu de conventions qui sont conclues avec le ministère de la Justice et la Chambre nationale des huissiers de justice. Selon le décret, la formation peut, également, être effectuée à distance par le biais des technologies de l'information et de la communication. L'encadrement de la formation est, quant à lui, pris en charge par des enseignants choisis parmi les huissiers de justice, les magistrats, les cadres du ministère de la Justice et les ensei-

gnants universitaires et les spécialistes dans les matières en relation avec les missions de l'huissier de justice. Les stagiaires sont évalués au terme de la formation théorique et pratique, selon la même source qui précise que tout stagiaire ayant obtenu une moyenne égale ou supérieure à 10/20 est réputé admis. La formation est sanctionnée par l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'huissier de justice, qui est délivré par le ministère de la Justice. En outre, un décret exécutif fixant les conditions d'accès, d'exercice et de discipline de la profession de notaire et les règles de son organisation a été publié dans le dernier numéro du *Journal officiel*. En vertu de ce décret, les candidats reçus au concours d'admission à la profession de notaire

suivent une formation spécialisée d'une année, qui comprend une formation pratique dans un office de notaire dont la durée est de dix mois et une formation théorique de deux mois. La formation comprend des cours, des conférences et des travaux pratiques, alors que le programme de formation est fixé par arrêté du ministre de la Justice, garde des Sceaux, après consultation de la Chambre nationale des notaires. La formation est effectuée au niveau des établissements de formation relevant du secteur de la justice ou d'autres institutions et établissements de formation en vertu de conventions qui sont conclues avec le ministère de la Justice et la Chambre nationale des notaires. La formation peut également être effectuée à distance par le biais des technolo-

### LA QUESTION DU JOUR

#### Un limogeage sans autre forme de procès

Suite de la page une

Ce n'est pas le vide qui se fait autour de lui, c'est lui qui se débarrasse de tous ceux dont la seule présence le gênait aux entournures. Désormais, en matière de politique étrangère, il a les coudees franches. L'espèce de double discours qui jusqu'à présent a caractérisé la diplomatie américaine, provenant justement de ce que le président et son secrétaire d'Etat ne sont pas sur la même longueur d'onde, n'aura plus cours désormais. Toute discordance n'est pas dissipée pour autant. Reste en effet un autre poids lourd de l'administration qui lui aussi cultive sa différence : Jim Mattis, le ministre de la Défense. L'administration actuelle ne parlera rigoureusement d'une seule voix sur maints sujets cruciaux que lorsque lui aussi aura rendu son tablier. Le sentiment général est que cela ne saurait tarder maintenant. Dans son commentaire relatif à son Tweet fait devant les médias sur la pelouse de la Maison-Blanche, Trump n'a donné comme exemple de divergence avec Tillerson que le dossier iranien. Ce n'était évidemment pas le moment de détailler ce qui n'allait pas entre eux, mais il n'est quand même pas indifférent que ce soit ce dossier qui ait été cité par lui. Tillerson pensait que cet accord était un bon accord, que c'était une erreur d'en sortir de façon unilatérale. Il n'a pas suffisamment tenu compte de ce que sa dénonciation est l'une des promesses du candidat Trump. Autre chose que l'on sait maintenant de Trump, c'est que ses promesses de campagne ne sont pas de simples promesses, qu'il dépend du seul candidat une fois élu de respecter ou d'ignorer, mais des engagements fermes, un peu comme s'il avait reçu de ses électeurs un mandat impératif. Pour lui, gouverner et faire campagne pour un deuxième mandat vont de pair. C'est qu'il n'a aucune chance de se faire réélire s'il déçoit ses électeurs. Or il les décevrait à coup sûr s'il ne sortait pas de l'accord avec l'Iran. Le limogeage sans ménagement aucun de Rex Tillerson laisse penser que son abandon unilatéral par les Etats-Unis est imminent.

M. H.

gies de l'information et de la communication. L'encadrement de la formation est, quant à lui, pris en charge par des enseignants choisis parmi les notaires, les magistrats, les cadres du ministère de la Justice, les enseignants universitaires et les spécialistes dans les matières en relation avec les missions du notaire.

Thinhine Khouchi

Hamou Bekouche, wali d'Adrar :

# «Adrar, prochainement un pôle économique d'excellence»

■ Rencontré avant-hier au terme de la visite de travail de Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux, Hamou Bekouche, wali d'Adrar depuis le dernier mouvement effectué il y a sept mois, assurera au jour d'Algérie concernant le développement local de sa wilaya, que «dans peu de temps, Adrar sera un pôle économique d'excellence».

Par Lynda Naili

**A** ce titre, sur la situation héritée en termes de développement de la wilaya, le chef de l'exécutif local, se défendant de toute logique de «critique» de ses «prédécesseurs», dira que le plus

Saison estivale 2017/Protection civile  
**Plus de 15 000 incendies de forêt et feux de récoltes traités**

PAS moins de 15 166 incendies et feux de forêt ont été traités par les éléments de la Protection civile, durant la saison 2017, pour un nombre d'interventions estimé à 20 251 opérations, selon un communiqué de la direction générale de la Protection civile. Ces incendies ont généré, d'après le communiqué transmis à l'APS, des dégâts évalués à 28 841 hectares de forêt, 10 389 hectares de maquis, 14 745 hectares de broussaille, 2 141 hectares de récoltes, 12 461 hectares de palmiers et 246 272 arbres fruitiers. La direction générale de la Protection civile prévoit, dans le cadre de la campagne estivale 2018, la mobilisation de 490 unités d'intervention et 27 colonnes mobiles, réparties à travers les wilayas classées à risque élevé, indique la même source. Un dispositif opérationnel de surveillance des plages autorisées à la baignade sera mis en place, à partir du 1<sup>er</sup> juin, pour une durée de quatre mois, à travers les sites sous protection de la Protection civile, note encore ce communiqué, qui rappelle que sur les 608 plages que compte le littoral algérien, 210 ont été interdites à la baignade en 2017, pour cause de pollution et de risque particulier, alors que 398 autres plages autorisées ont fait l'objet de surveillance. Quelque 80 333 interventions ont été effectuées, durant la saison estivale 2017, par les secouristes de la Protection civile, qui ont permis de sauver de la noyade 53 812 personnes, mais il a été déploré le décès de 128 personnes, dont 75 au niveau des plages interdites à la baignade, a-t-on rappelé. Pour la saison estivale 2018, l'effectif professionnel affecté à la surveillance des plages sera renforcé et devrait atteindre un total de 17 000 agents, soit un effectif supplémentaire de 2000 agents.

Anis H.

important est de s'inscrire dans celle de «l'apport» de sa «pierre personnelle à l'édifice» qui le «démarrera» en la matière. De ce fait, affirmant poursuivre «les projets de développement déjà entamés, redresser ce qu'il y a lieu de rectifier, améliorer et dynamiser la roue du développement et de la croissance de la région», il soutiendra que Adghagh, nom berbère d'Adrar signifiant pierre ou roccaille, est en phase de «se transformer en pôle économique d'excellence», notamment dans les «trois grands axes». Le premier, dira-t-il, concerne la dernière découverte hydrocarbure du champ gazier à Adrar qui s'étale sur 100 kilomètres carrés, se plaçant ainsi en deuxième position après celui de Hassi R'mel. Faisant que ce champ gazier, dira-t-il, «fait de la région un pôle d'excellence en la matière qui indéniablement viendra donner une valeur ajoutée aux capacités de production nationales mais aussi impulser une nouvelle dynamique au développement de toute la région et sa périphérie, inconnue jusque-là». Il relèvera, à ce propos, l'ensemble des activités qui seront créées tant à travers des entreprises algériennes que par des investissements étrangers pour l'accompagnement et le soutien de l'exploitation dudit champ gazier. Ce qui, poursuivra-t-il, devra impérativement impacter sur le développement du tourisme dans la région pour répondre à la demande et à la prise en charge notamment des étrangers qui viendront s'installer dans la région. Sur ce volet, il indiquera que les capacités d'hébergement actuelles sont de l'ordre de 850 à 900 lits et atteindront d'ici la fin de l'année en cours les 2 000 lits grâce à la réception d'un nombre important



PHOTO: R.

d'hôtels, de complexes touristiques, de campings et villages touristiques réalisés pour la majorité par des investisseurs privés. Soulignant à ce sujet que «seul l'Hôtel Touat, qui actuellement est en rénovation par une société turque, relève du secteur public». Enchaînant sur le volet du tourisme, qui «intéresse beaucoup de partenaires étrangers», les spécificités spirituelles de la wilaya d'Adrar appellent à encadrer le tourisme religieux à travers les zaouias, la célébration de certaines occasions religieuses à réputation internationale relevant exclusivement de la région. En outre, le développement du secteur de l'agriculture sera le troisième grand axe sur lequel mise le wali d'Adrar. A ce propos, il évoquera notamment la culture céréalière, citant ainsi la culture du maïs dont deux récoltes se font annuellement. La première récolte effectuée, dira-t-il, a produit un million six cent

mille quintaux. Toutefois, poursuivra-t-il, ne disposant pas de moyens adéquats pour la prise en charge de cette importante production (manque de silos et de moyens de conditionnement), les producteurs ont adopté la méthode d'ensilage en récoltant le maïs avec ses feuilles qui est ensuite compacté dans des boules d'une tonne de poids destinées à l'alimentation du bétail particulièrement aux éleveurs de vaches laitières. Le maïs ensilé est le meilleur aliment diurétiq ue de lait.

Le même essor est enregistré pour la culture de la tomate qui a vu une récolte d'un million trois cent mille quintaux. Ce qui, dira-t-il, a permis de développer un tissu dans l'industrie agroalimentaire autour de ce produit agricole. A ce sujet, il fera part du démarrage récent, dans le cadre de l'investissement privé, d'une unité de production du triple concentré. Il s'agit d'une premiè-

re en Algérie dans ce domaine qui évite la fermeture des chaînes de production une fois la récolte terminée. Par ailleurs, dans cet élan de développement, outre le lancement dans la production de masse du concombre destiné à l'industrie cosmétique, Bekouche Hamou évoquera le démarrage il y a quelques mois de la cimenterie de Timegueten, au sud-est d'Aoulef. Un investissement privé unique dans le pays qui produit un milliard et demi annuellement et pour lequel une deuxième chaîne de production est en montage pour porter le taux de production à trois millions/an. Une cimenterie pour laquelle le wali soulignera «les importantes commandes de l'ordre de 100 000 tonnes/mois effectuées par des pays voisins comme le Niger et le Mali. Ce qui permet au pays d'assurer des ressources en devises estimées à 5 milliards de dollars par année».

Sur la question de l'emploi pour laquelle des mouvements de protestation surviennent dans la wilaya et dont le dernier, d'ailleurs, s'est déroulé durant la visite de travail du ministre de la Justice, le wali d'Adrar, préférera «ne pas trop s'enfoncer sur le sujet», expliquera néanmoins que la dynamique créée par ces investissements a d'ores et déjà créé des milliers de postes d'emploi. Il est vrai qu'il y a du chômage, mais il est loin d'être alarmant. «Ce dont vous parlez est le cas de certains jeunes qui sont encadrés par certaines parties qui choisissent certaines fonctions faciles comme gardiens ou chauffeurs. Et là, nous ne pouvons pas recruter tous ces jeunes sans qualification», a-t-il souligné

L. N.

Accompagnement des mutations socio-économiques

## Le rôle des médias souligné

**L**e premier Salon de l'environnement et des énergies renouvelables (Sierra 2018) se tiendra du 26 au 28 mars en cours au palais des expositions des Pins maritimes avec la participation d'une centaine d'entreprises dont 70% du secteur privé et plusieurs entreprises étrangères, a annoncé hier la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, M<sup>me</sup> Fatima-Zohra Zerouati. Ce salon, qui se tiendra sous le haut patronage du président de la République Abdelaziz Bouteflika, verra la participation d'entreprises françaises, allemandes, turques, chinoises et finlandaises, avec l'Allemagne comme invité d'honneur de cette première édition, a-t-elle indiqué lors d'une conférence

de presse tenue au siège de la Safex (Société algérienne des foires et exportation). «L'Allemagne jouit d'une très grande expérience dans le domaine de l'environnement et ce salon nous permettra d'en tirer profit», a-t-elle expliqué, en ajoutant que cette manifestation sera une occasion pour l'échange d'expériences entre les participants et verra l'organisation de conférences de haut niveau animées par des experts nationaux et internationaux et des rencontres B to B. L'objectif est de faire connaître, entre autres, la stratégie de l'Algérie en matière des énergies renouvelables «off grid» (hors réseau) à l'horizon 2030 et d'étudier les opportunités de concrétiser des partenariats dans ce domaine. Il permet-

tra également de faciliter l'accès aux technologies innovantes de production dans les secteurs de l'économie verte et des énergies renouvelables. Environ un tiers des participations représente le secteur des énergies renouvelables, a précisé la ministre, ajoutant que l'art sera également présent à ce salon à travers «la tente artistique de l'environnement» où des artistes et peintres exposeront des œuvres reflétant des thèmes liés à l'environnement. Concernant l'accompagnement financier des investissements dans le secteur, elle a avancé qu'il y a de plus en plus de banques qui s'engagent dans les «crédits verts» destinés à financer des projets qui intègrent la protection de l'environnement. Elle a annoncé, d'autre

part, que le prêche de vendredi 16 mars en cours sera consacré, à travers les mosquées du pays, à l'importance de la protection de l'environnement. A une question d'un journaliste sur les mesures à mettre en œuvre pour «améliorer la propreté des villes algériennes», M<sup>me</sup> Zerouati a d'abord rappelé les efforts consentis par le gouvernement dans ce domaine, comme l'éradication de plus de 2 000 décharges sauvages durant les quinze dernières années. Mais, pour avoir des villes «très propres», souligne-t-elle, il «faudrait que tout citoyen ait un profond sentiment d'appartenance à sa ville et à sa patrie. Il faut aussi se rapprocher un civisme que certains ont perdu».

Samah N./APS

## Financement non conventionnel

# Le mécanisme de suivi des mesures et réformes structurelles fixé par un décret exécutif

■ Le mécanisme de suivi des mesures et réformes structurelles dans le cadre de la mise en œuvre du financement non conventionnel a été fixé par décret exécutif, publié au Journal officiel N° 15.

Par Assia D.

En application des dispositions de l'article 45 bis de l'ordonnance modifiée et complétée relative à la monnaie et au crédit, ce décret a pour objet de fixer le mécanisme de suivi des mesures et des réformes structurelles économiques, financières et budgétaires visant à rétablir, au plus tard, dans un délai de cinq ans, à compter du 1er janvier 2018, les équilibres de la trésorerie de l'Etat et de la balance des paiements. A cet effet, la Banque d'Algérie est chargée d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution des mesures et actions prévues par un programme portant plusieurs réformes. La Banque d'Algérie s'appuie sur un comité composé de ses représentants et ceux du ministère des Finances, précise le décret. Ce comité est chargé de proposer au ministre des Finances et de faire adopter le niveau de recours au financement non conventionnel et le programme prévisionnel d'émission des titres d'Etat qui en résulte, d'assurer le suivi de la réalisation des mesures et des actions contenues dans le programme en annexe. Le comité est informé trimestriellement par le ministre des Finances, des actions et des mesures effectuées. Il transmet au Gouverneur de la Banque d'Algérie un état trimestriel faisant ressortir la mise en œuvre des mesures et des réformes conduites, la situation des données financières relatives à la trésorerie de l'Etat et aux équilibres extérieurs et le niveau de recours au financement non conventionnel en référence aux objectifs assignés. En outre, un rapport semestriel sur la réalisation des engagements financiers et monétaires et des actions et mesures est adressé par le Gouverneur de la Banque

d'Algérie au président de la République. Dans ce cadre, le gouvernement fixe un programme portant sur quatre axes : rétablissement des équilibres de la trésorerie de l'Etat, rétablissement des équilibres de la balance des paiements, réformes structurelles financières et réformes structurelles économiques, note le décret. Au titre du rétablissement des équilibres de la trésorerie de l'Etat, il est question de renforcement des capacités de prévision et de gestion des dépenses publiques de l'Etat et modernisation des systèmes servant à la préparation et à l'exécution du budget, à travers la finalisation et la promulgation, au cours de 2018, du projet de loi organique relatif aux lois de finances, l'introduction dans le projet de loi de finances pour 2019 d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) global 2019-2021, la mise en place du système intégré de gestion budgétaire et l'amélioration des recettes fiscales ordinaires.

## Mise en route graduelle d'une nouvelle approche sur les subventions de l'Etat

Cet axe porte également sur la maîtrise et rationalisation des dépenses publiques, à travers le renforcement des dispositions réglementaires relatives aux dépenses d'équipement de l'Etat. Il est précisé qu'une instruction sera émise à cet effet en 2018 relative à la réalisation d'un recensement national des revenus des ménages, préparatoire à la rationalisation de la politique des subventions publiques, la mise en route graduelle, à partir de 2019, d'une nouvelle approche en matière de subventions directes et indirectes de l'Etat au profit des ménages. Il s'agit aussi de la rationalisation accrue, durant les prochaines



PH.D. R.

années, de la politique de recrutement dans la Fonction publique et la mise en œuvre de la législation en matière de retraites. Concernant les réformes structurelles financières, il s'agit de la réforme de la finance et de la fiscalité locale, par la mise en place, en 2019, d'un cadre législatif pour une politique de fiscalité locale. Il s'agit également de réforme bancaire et financière pour une diversification de l'offre de financement et une dynamisation du marché du crédit, à travers, notamment, la généralisation de l'usage des moyens de paiement modernes. Au titre des réformes structurelles économiques, elles portent sur le développement de l'économie numérique, la rationalisation de la dépense publique dans les domaines de la protection sociale et de la politique de santé, à travers, notamment, la promulgation, en 2018, d'une nouvelle loi sur la santé. Les réformes concernent aussi la modernisa-

tion du secteur agricole permettant d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire et de promouvoir les exportations agricoles. Il s'agit aussi de la poursuite de la diversification de l'économie et dynamisation de la croissance, notamment hors hydrocarbures, à travers l'amélioration de l'offre foncière et la disponibilité du crédit pour une augmentation du volume des investissements. Elles portent aussi sur l'amélioration du climat des affaires et de l'attractivité de la destination Algérie pour les IDE, à travers, notamment, la création, en 2018, d'un comité consultatif national chargé de ce dossier. Il s'agit, en outre, de la mise en œuvre du programme d'efficacité énergétique, à travers la mise en œuvre, dès l'année 2018, du programme national de l'efficacité énergétique, à l'horizon 2030.

A. D./APS

## SPA SAFAV-Tiaret

# Livraison de 546 véhicules multifonctions et tout-terrain

La Société algérienne de fabrication des véhicules, basée à Bouchakif (SPA SAFAV-Tiaret), a livré 546 véhicules multifonctions et tout-terrain à plusieurs institutions, dont la Direction centrale du matériel relevant du ministère de la Défense nationale, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Cette livraison de véhicules multifonctions et tout-terrain, dans différentes versions, destinés notamment au transport de personnel, le transport d'écoliers, des ambulances médicalisées et sanitaires, de marque Mercedes-Benz Classe G et sprinter, a égale-

ment concerné la Direction générale de la Sûreté nationale, Sonatrach et les services de la wilaya de Boumerdès, a précisé la même source. «En poursuite de la concrétisation du programme de relance économique, initié par le président de la République, visant à redynamiser l'industrie nationale et à limiter la dépendance à l'extérieur de l'économie nationale et en exécution des instructions du général de corps d'Armée vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée Nationale Populaire relatives au développement du potentiel

industriel militaire pour la satisfaction des besoins de nos Forces armées, il a été procédé aujourd'hui, mardi 13 mars 2018, à la livraison de 546 véhicules multifonctions et tout-terrain, dans différentes versions (transport de personnel, transport d'écoliers, ambulances médicalisées et sanitaires) de marque Mercedes-Benz Classe G et sprinter, fabriqués par la société SPA SAFAV, Société algérienne de fabrication des véhicules à Bouchakif/Tiaret/2° RM», a souligné le communiqué. La nouvelle livraison «dénote de la détermination du Haut commandement

de l'Armée Nationale Populaire à développer une industrie nationale de défense selon les normes internationales et la garantie d'un produit de haute qualité, en plus de la création de postes d'emplois permanents, tout en assurant une formation qualitative aux personnels, pour atteindre les objectifs escomptés du partenariat entre le ministère de la Défense nationale et le partenaire technologique allemand Daimler, ainsi que le Fonds d'investissement Emirati ABAR», a conclu la même source.

Younès F.

## Etats-Unis L'offre de brut fait fluctuer les cours pétroliers

LES COURS du pétrole, qui avaient entamé les échanges européens dans le vert, ont fortement fluctué après le limogeage surprise du chef de la diplomatie américaine avant de s'incliner face à l'offre toujours plus abondante sur le marché mondial. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en mai a reculé de 31 cents pour clôturer à 64,64 dollars sur l'Intercontinental Exchange de Londres (ICE). Le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine, pour livraison en avril a perdu 65 cents à 60,71 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). Les cours avaient commencé leur journée européenne dans le vert, avant d'être secoués par l'annonce du remplacement du chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson par l'actuel directeur de la CIA, Mike Pompeo. Ce changement «pourrait être de nature à faire monter les prix puisqu'il est à la fois synonyme d'incertitudes et d'un ton potentiellement plus agressif des Etats-Unis vis-à-vis de l'Iran», a commenté Robbie Fraser de Schneider Electric. Le marché a d'abord réagi à la nouvelle par une accélération de la hausse des cours avant de changer totalement de tendance pour partir dans le rouge. Le rebond des cours ne pouvait de toute façon guère durer face à l'afflux de pétrole de schiste américain, selon les analystes. L'an dernier, «la demande mondiale de pétrole dépassait l'offre. Mais à en croire différentes prévisions, cette tendance s'est inversée cette année et s'accroît chaque mois», a noté Tamas Varga, analyste chez PVM. L'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) a annoncé lundi que la production de pétrole de schiste allait probablement augmenter de 131 000 barils en avril, au niveau record de 6,95 millions de barils par jour. Voilà qui complique les affaires de l'Opep, le plus important cartel de producteurs, et de ses partenaires, qui veulent au contraire brider l'offre pour soutenir les prix. Cette abondance de l'offre américaine «est vraiment l'élément qui empêche les prix d'évoluer plus franchement», remarque John Kilduff d'Again Capital. Les cours du WTI reste ainsi confiné depuis un mois entre 60 et 64 dollars. Le marché attendait par ailleurs la publication hier des chiffres officiels hebdomadaires américains des réserves de produits pétroliers aux Etats-Unis, qui donnent une indication de la demande au sein de la première économie au monde.

R. E.

Djelfa

# Temmar préside une cérémonie de distribution de 4 279 logements de différentes formules

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a présidé au théâtre régional Ahmed-Benbouzid dans la wilaya de Djelfa, la cérémonie de distribution de 4 279 logements de différentes formules.

Par Lyes B.

Il s'agit de 3 499 logements sociaux répartis sur différentes communes (plus de 2 000 dans la ville de Djelfa), de 600 logements de location-vente (AADL), de 160 logements promotionnels aidés (LPA) et de 20 logements promotionnels publics (LPP). Selon les explications fournies au ministre, beaucoup d'unités seront distribuées cette année dans la wilaya de

Oran

## Vers la révision des plans de transport et de circulation

LES PLANS de transport et de circulation de la ville d'Oran seront révisés, pour organiser toutes les lignes urbaines dans le cadre des préparatifs pour les Jeux méditerranéens 2021, a-t-on appris du directeur de wilaya des transports. Une étude préliminaire a été lancée dernièrement en collaboration avec la direction de l'urbanisme, d'architecture et de construction pour déterminer les sites d'installation de signalisations lumineuses dont la RN 11 à proximité du nouveau complexe sportif de 40 000 places de Bir El Djir (est d'Oran) et le boulevard du millénaire, a indiqué Rezzoug Mokhtar. «Nous avons besoin d'inscrire une nouvelle étude du plan de transport de la wilaya d'Oran afin de restructurer toutes les lignes urbaines, et ce en collaboration avec la société de gestion du tramway», a-t-il souligné. Il faut revenir au plan mis en place durant l'étude de réalisation du tramway d'Oran (2002/2003), qui englobait toutes les lignes urbaines, a-t-il ajouté. Le directeur du secteur a également évoqué la nécessité d'un nouveau plan de circulation qui organise les lignes urbaines, faisant remarquer un intérêt des partenaires (transporteurs privés, opérateurs publics, ...) pour actualiser et renouveler les plans de transport et de circulation. Le même responsable a aussi mis l'accent sur la proposition de la direction des transports portant sur une nouvelle perception des infrastructures de base, à l'instar des stations de taxis et des bus. Concernant l'extension du tracé du tramway d'Oran, il a indiqué que le projet est gelé, exprimant son souhait qu'elle touche les nouvelles agglomérations urbaines en tant que meilleure solution pour la promotion des prestations et la décongestion de la circulation.

R. R.

Djelfa afin de répondre à la demande croissante de logements. Il s'agit de 11 069 logements sociaux, de 1 000 unités dans le cadre de l'éradication du logement précaire et de 600 logements AADL. Concernant la formule LPP, le ministre a fait savoir que 1 270 unités en cours de réalisation inscrites au titre de 2013 «nécessitent une révision des échéanciers avec les promoteurs pour pouvoir être livrées». Quant à la formule de la location-vente (AADL), M. Temmar a précisé que la wilaya de Djelfa, qui compte 4 179 demandes, a bénéficié d'un programme de réalisation de 1 700 unités auxquelles s'ajouteront 1 550 unités au titre de 2018. Il ne restera ainsi à combler que 929 unités. La mise à disposition d'assiettes par les autorités locales pour la réalisation de projets AADL permettront à la wilaya de bénéficier de 500 unités, a ajouté le ministre, promettant d'inscrire les 300 unités manquantes dans la wilaya dès l'achèvement de l'enquête nationale. Compte tenu de la vocation agricole de la wilaya de Djelfa et de son expansion urbanistique, cette dernière a bénéficié de 500 aides pour l'habitat rural, auxquelles s'ajoute le programme 2018 portant réalisation de 2 000 unités de logement, a rappelé le ministre, faisant état



d'un autre quota de 500 aides à venir. Evoquant l'importance des lotissements sociaux pour cette wilaya, M. Temmar a révélé qu'une enveloppe de 750 millions DA sera allouée à l'aménagement des lotissements, qui seront créés au profit de sa population, en sus des efforts déployés dans ce sens, notamment l'apport du Fonds de développement des Hauts plateaux et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (FSGCL). Au terme de cette présentation qui a mis en exergue «l'absence de projets non lancés dans la wilaya de Djelfa», le ministre s'est félicité des efforts

consentis par les pouvoirs publics pour la prise en charge des besoins des citoyens. M. Temmar avait entamé sa visite dans la wilaya par la ville de Ain Oussera (100 km au nord) où il a inspecté le projet de réalisation de 400 logements de type location-vente (AADL) et écouté les préoccupations des citoyens, notamment les jeunes qui ont insisté sur l'augmentation des quotas de logement social et la création de lotissements sociaux. Le ministre a inspecté en outre le chantier de réalisation de 100 autres unités dans la commune de Hassi Bahbah. Le ministre s'est rendu à

la zone industrielle de la ville de Djelfa pour s'enquérir de l'activité d'une unité industrielle de matériaux de construction, où il a s'est félicité de cet investissement, exhortant les propriétaires à œuvrer davantage pour garantir des produits de qualité. Lors d'une conférence de presse animée au terme de sa visite, le ministre a salué les entreprises de réalisation, les bureaux d'études et les entrepreneurs assurant la concrétisation des différents programmes d'habitat, mettant en avant l'émergence de nouvelles unités de production des matériaux de construction. L. B./APS

El Bayadh

## Réception du complexe régional des viandes rouges de Bougtob fin 2018

Le complexe régional des viandes rouges en cours de réalisation à Bougtob (100 km au nord de la wilaya d'El Bayadh) sera réceptionné avant fin de l'année en cours, a-t-on appris du directeur des services agricoles par intérim. En marge de l'élection des membres du conseil interprofessionnel régional des viandes rouges de l'ouest du pays, qui englobe 12 wilayas, Saad Houari a souligné que la réalisation de ce complexe s'étendant sur une superficie de 15 hectares a atteint un taux d'avancement des travaux de 85%. Ce projet important, dont la capacité productive annuelle de viandes rouges

(bovins et ovins) est de 120 000 quintaux, devra atteindre une capacité d'abattage annuelle de 492 000 têtes et devra relancer cette filière dans les wilayas agropastorales. Ce complexe, ayant nécessité une enveloppe financière de 1,62 milliard DA, disposera d'équipements modernes et couvrira les besoins de la partie-ouest en viandes rouges en générant 113 postes d'emploi pour les jeunes de la région, a-t-on souligné. Le conseil régional des viandes rouges compte des représentants d'éleveurs, des maquignons, distributeurs, gérants d'abattoirs et autres intervenants en viandes rouges. Il vise

à organiser cette filière, à trouver un moyen de communication entre les intervenants, faire passer leurs préoccupations et trouver des solutions. Le conseil régional des viandes rouges rayonne sur les wilayas d'El Bayadh, Saïda, Naama, Tissemsilt, Tiaret, Tlemcen, Laghouat, Relizane, Oran, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem et Ain témouchent. La wilaya d'El Bayadh est pilote en matière de production de viandes rouges, surtout bovine et ovine. Sa production annuelle est de plus de 300 000 qx. Elle dispose d'un patrimoine animalier de 2 millions de têtes ovines et 28 000 de têtes bovines.

Hocine A.

Tindouf

## Net avancement du projet de la fibre optique Tindouf-Adrar

Les travaux du projet de la fibre optique, en cours de réalisation entre les wilayas de Tindouf et Adrar, connaissent un net avancement, a-t-on appris mardi auprès de la direction de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et de la Numérisation. Venant renforcer l'unique connexion en fibre optique de la wilaya de Tindouf à partir de celle de Béchar, cette nouvelle connexion, lancée en mars de 2017 avec un délai de 12 mois, s'effectue à un rythme soutenu en dépit de contraintes et aléas naturels et des reliefs acci-

dentés entravant les travaux visant à raccorder neuf zones enclavées de la wilaya de Tindouf et atténuer les coûts de connexion par satellite, a expliqué le directeur du secteur, Mohamed Louar. D'un montant d'investissement de plus de cinq milliards DA, ce projet devant lier Tindouf à Adrar sur 1 120 km aura un grand impact sur le développement de la région et évitera les éventuelles coupures et perturbations téléphoniques, en plus de renforcer la seule connexion avec la wilaya de Béchar. La ministre du secteur, Houda

Imene Feraoun, avait affirmé lors de la sa dernière visite dans la wilaya de Tindouf que «la sécurisation du réseau des télécommunications dans les régions du Sud demeure primordiale et urgente, à travers des liaisons de secours pour faire face à d'éventuelles perturbations». Les entreprises Algérie-Télécom (AT) et Algérie-Poste (AP) avaient signé, au premier trimestre de l'année dernière, une convention portant lancement, depuis Tindouf, d'un projet de modernisation des réseaux de la Poste, qui connaissent des perturbations en raison de la fai-

blesse du débit des connexions ne dépassant pas les 128 kilobits (KB), en sus de l'absence de la maintenance. Cette convention, en cours d'application, porte également sur la rénovation entière, et par étapes, du réseau, ainsi que l'accroissement du débit à deux mégabits (MB), en vue de sécuriser l'entreprise AT en prévision du lancement du commerce et du paiement électronique (e-commerce et e-paiement) à la satisfaction des citoyens, a indiqué le directeur du secteur à Tindouf.

T.Kh.

Sahara occidental/ Accord pêche UE-Maroc

# Le Parlement de Navarre réitère son appel au respect de l'arrêt de la Cour de justice européenne

■ Le Conseil des porte-parole des différents groupes politiques du Parlement de Navarre (Espagne) a approuvé à l'unanimité une déclaration institutionnelle par le biais de laquelle il a réitéré son appel au respect du récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui stipule que l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE ne s'applique pas au territoire du Sahara occidental et aux eaux y adjacentes.

Par Sara H.

Dans sa déclaration institutionnelle présentée par l'intergroupe parlementaire «Paix et liberté au Sahara», le Parlement de Navarre a également réitéré son appel à se conformer à l'arrêt de la cour de justice de l'UE en insistant sur «l'illégalité de toute activité commerciale au Sahara occidental sans le consentement du peuple sahraoui». Par ailleurs, le parlement de Navarre a réitéré son appel à un fonctionnement conforme au droit international et européen en invitant «toutes les autorités espagnoles à mettre en œuvre la législation en vigueur, sur la base de la récente décision de la CJUE». Il a en outre réitéré sa demande d'«une solution politique juste et durable par le biais d'un référendum d'autodétermination afin de mettre fin au conflit du Sahara occidental». Dans ce sens, la fédération des pêcheurs canariens a appelé également le gouvernement espagnol et l'Union européenne à se conformer à l'arrêt de la CJUE qui a conclu clairement que l'accord de pêche UE-Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental et aux eaux y adjacentes, tout en demandant de négocier directement avec le seul représentant légitime du peuple sahraoui, le front Polisario. La CJUE a déclaré mardi 27 février l'accord de pêche conclu entre l'UE et le Maroc «valide» dans la mesure où cet accord n'est pas applicable au Sahara occidental et aux eaux territoriales sahraouies. Selon la CJUE, l'inclusion du territoire du Sahara occidental dans le champ d'application de l'accord de pêche enfreindrait plusieurs règles de droit international général applicables dans les relations entre l'UE et le Maroc, notamment le principe d'autodétermination. Le 10 janvier dernier, l'avocat général de la CJUE Melchior Wathelet a conclu que l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc est invalide du fait qu'il s'applique au Sahara occidental et aux eaux y adjacentes. Dans ses conclusions, l'avocat général de la CJUE a estimé qu'en concluant cet accord, l'Union a violé son obligation de respecter le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination.

## Il est temps d'appliquer les résolutions onusiennes

Le Secrétaire national du Front Polisario a estimé qu'il était

temps que l'Organisation des Nations unies (ONU) prenne des mesures et des positions fermes à l'égard de la politique d'obstruction et d'obstruction affichée par le Maroc concernant les négociations directes et sa persistance dans la violation des droits de l'Homme et le pillage des ressources naturelles sahraouies. Dans un communiqué sanctionnant les travaux de sa 7e session ordinaire, présidée par le président de la RASD, secrétaire général du Polisario, Brahim Ghali, cité par l'agence de presse sahraouie SPS, le Secrétaire national du Front Polisario s'est félicité des démarches continues de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, réaffirmant sa disponibilité à coopérer pour la décolonisation de la dernière colonie d'Afrique de manière à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Le secrétariat général a dénoncé avec force l'attitude du Maroc qui refuse de s'engager dans des négociations directes et sa persistance dans la violation des droits de l'Homme et le pillage des ressources naturelles, estimant que «pour éviter davantage de tensions et d'escalade dans la région, il était temps que l'ONU prenne des mesures et des positions fermes à l'égard de la politique d'obstruction et d'obstruction adoptée par le Maroc». Pour le Front Polisario ceci passe indiscutablement par l'application de la charte et les résolutions de l'ONU dont la dernière (2351) notamment en ce qui concerne la reprise des négociations directes et le traitement des questions issues de la violation marocaine du cessez-le-feu et la convention militaire n 1 dans la zone tampon d'El Guerguerat, a affirmé le Secrétaire dans son communiqué. Par ailleurs, le Secrétaire général a salué la résistance et les sacrifices du peuple sahraoui dans son combat pour l'indépendance, condamnant par ailleurs le pro-



cess unique à l'encontre du groupe des étudiants sahraouis. Il a également salué les programmes réalisés au niveau de l'armée dans le cadre du renforcement de ses capacités de combat et sa disponibilité à achever sa mission de libération et de préservation de la souveraineté nationale. Le secrétaire général du Front Polisario a tenu sa 7e session ordinaire les 11 et 12 mars 2018 à Bir Lahlou lors de laquelle il a examiné les derniers développements de la cause sahraoui sur différents plans à la lumière du débat du rapport présenté à la session par le bureau permanent.

## La ville de Burgos envoie 24 tonnes de denrées alimentaires aux réfugiés

La ville espagnole de Burgos vient d'envoyer une quantité de denrées alimentaires estimée à 24 tonnes, collectée par l'association burgalaise amie avec le peuple sahraoui en faveur des

réfugiés sahraouis, indique l'association dans un communiqué. Cette association amie avec le peuple sahraoui est à sa 26e caravane solidaire qui devrait contribuer à couvrir le manque de la population réfugiée en matière de nourriture de base comme souligné par la présidente de l'association Mayte Gimenez. Cette aide humanitaire va être acheminée dans les prochains jours à partir du port d'Alicante vers les camps des réfugiés sahraouis, précise-t-on de même source. Ce convoi humanitaire auquel ont également contribué d'autres villes à l'instar de Miranda, Palencia et Soria compte presque tous les produits de première nécessité (farine, riz, sucre, huile ect...) et autres produits d'hygiène, a indiqué la même source. Pour sa part, le maire de Burgos Javier Lacalle a rappelé à l'occasion de l'envoi de cette aide humanitaire que sa mairie contribue de manière régulière à cette caravane humanitaire suite à un accord de collaboration avec

l'Association de Burgos. L'accord permet également de développer les activités du programme Vacances en paix, qui permet d'accueillir des enfants sahraouis pendant l'été dans la ville. De cette façon, a déclaré Lacalle, le conseil municipal de Burgos maintient une aide permanente et stable en faveur du peuple sahraoui. Il a en outre annoncé la tenue prochaine d'une réunion qui regroupera les responsables des différentes associations amies avec le peuple sahraoui pour coordonner toutes les actions de solidarité et de soutien logistique qui ont lieu annuellement dans sa ville. Par ailleurs, une délégation composée d'environ 70 personnalités représentant des groupes politiques et diverses institutions de Castille et Leon se rendra samedi prochain aux camps des réfugiés sahraouis pour «s'enquérir de près de la situation de la population sahraouie et évaluer le travail de collaboration et de solidarité qui se fait à partir de l'Espagne», a-t-on indiqué. S.H./APS

Libye

## 119 migrants clandestins secourus par les garde-côtes

Cent dix-neuf migrants clandestins ont été sauvés par les garde-côtes libyens lors de deux opérations menées au large des côtes occidentales de la Libye, a annoncé un porte-parole de la Marine, Ayoub Kassem. Au cours de la première opération, menée au large d'Abou Kamach, près de la Tunisie, ils ont porté secours à 98 personnes qui se trouvaient sur un bateau pneumatique en

panne et sur le point de couler, selon ce porte-parole, cité par des médias. La deuxième opération, qui a eu lieu au large de Sabratha (à 75 km à l'ouest de Tripoli), a permis de sauver 21 migrants clandestins, dont des Bangladais et des Egyptiens. Tous ont été transférés dans un centre d'accueil à Tajoura, près de Tripoli, a-t-on précisé de même source. Depuis le début du mois de

mars, les garde-côtes libyens ont sauvé plus de 600 migrants clandestins, selon le Service de lutte contre l'immigration illégale. La Libye est devenue le point de départ privilégié de ceux qui cherchent à se rendre en Europe en traversant la Méditerranée, profitant de l'instabilité qui frappe le pays.

R. M.



Page animée par Ali Zidane

Le groupe IVAL poursuit son extension et développement à travers le territoire national avec l'inauguration en ce début de mois de mars d'une nouvelle représentation pour le Sud algériens, dans la wilaya de Ouargla, indique un communiqué de la direction de communication du

Groupe Ival. Le Sud-est algérien vient de s'enrichir dans le domaine du véhicule utilitaire et industriel par l'ouverture d'une nouvelle représentation des marques italiennes Iveco, Fiat Professional et New Holland. La Sarl El Hoggar Motors qui comptait déjà une représentation des trois marques dans la wilaya d'El-Oued conforte, ainsi, sa présence

destiné au service après-vente, il contient plusieurs postes de travail et le matériel spécifique pour assurer des interventions de qualité. La nouvelle représentation du groupe Ival dispose également d'un magasin de pièces de rechange d'origine de 500 m<sup>2</sup>

en présence dans la partie Sud du pays à travers un édifice aux normes internationales. Cette nouvelle structure de 3000 m<sup>2</sup> qui est implantée en bordure de la route nationale allant de Ouargla vers Ghardaïa et Alger dispose d'un showroom à deux niveaux de 1000 m<sup>2</sup>, accueillant les véhicules utilitaires de Fiat Professional et Iveco. Des bureaux pour l'accueil des commerciaux sont implantés au fond des showrooms. L'emplacement extérieur est utilisé pour l'exposition des grands camions Iveco et engins New Holland. La Sarl El-Hoggar dispose d'un atelier de 1 500 m<sup>2</sup>

## Groupe IVAL

## Ouverture d'une nouvelle représentation à Ouargla

pour répondre aux besoins des clients en matière de pièces et d'après-vente. Avec l'ouverture de ce nouveau point de services, c'est aussi la création de 30 postes de travail direct et indirect.

## Nouvelle usine de valorisation de pneus usagers

## Lancement prochain des travaux de réalisation à Oran

Les travaux de réalisation d'une usine de valorisation de pneus usagers dans la zone d'activité de Hassi Bounif (Oran) seront lancés prochainement, a-t-on appris samedi du directeur général de la Société algérienne de recyclage des pneus collectés. «Nous avons acquis un terrain de 4 700 mètres carrés dans la zone d'activité de Hassi Bounif et comptons lancer les travaux de l'usine bien avant le mois de ramadhan prochain», a indiqué à l'APS Nouredine Kada, en marge d'une journée de plantation symbolique d'arbres au niveau du centre d'assistance aux enfants assistés d'Oran, soulignant que les produits finis recyclés dans cette future usine de valorisation de pneus usagers, qui a eu l'aval du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, permettra de créer un segment d'une filière en lien avec le secteur automobile pouvant contribuer à développer la sous-traitance.

Il s'agit de la fabrication de certains produits dont notamment les rotules, cache-moteurs, tapis en plastique et



autres produits pour les véhicules, usinés à partir de pneus usagers, ceux de la récupération, a-t-il expliqué. Le même interlocuteur a indiqué que ce projet prévoit la création de 88 emplois directs (2 équipes devant travailler en 2x8), assurant que le slogan de la société qui a planté, de septembre 2017 à ce jour, 12 000 arbres, est basé sur l'équation «un pneu collecté est égal à un arbre sauvé» ou encore «des pneus collectés, des arbres plantés». Cette société algérienne de recyclage, une SARL dont le siège est basé à Oran, prévoit la réalisation sur site d'un laboratoire dédié à l'innovation, en partenariat avec une équipe de chercheurs du laboratoire de plasma électrostatique et électronique compatible (Apelec) de l'université Djillali-Liabes de Sidi Bel-Abbès, selon la même source.

## Renault Algérie

## Inauguration d'une nouvelle affaire à Bordj El Kiffan

A l'occasion de son dixième anniversaire, la Sarl Cap Matifou Auto, a procédé aujourd'hui à l'inauguration de son nouveau showroom, qui englobe les trois services vitaux, à savoir la vente des véhicules neufs, le service après-vente et les pièces de rechange. La cérémonie de l'inauguration a connu la présence du nouveau DG de la filiale Renault en Algérie André Abboud, ainsi que le directeur commercial Hichem Naceur-bey.

Cette nouvelle affaire, sise à Bordj El Kiffan, s'étale sur une surface totale de 1 200 m<sup>2</sup>. La partie showroom, à son tour, s'étend sur 600 m<sup>2</sup> dont 200 m<sup>2</sup> dédiés à la marque Dacia. L'enseigne accueille un atelier mécanique, ainsi qu'un service Renault Minute. Quant aux clients de l'agent Cap Matifou, ils bénéficient d'un espace privé



dédié à la livraison de véhicule.

En outre, l'agent Cap Matifou a pu réaliser, depuis sa création en 2008, 7 300 unités, il a également servi plus de 40 000 clients au niveau de son service après-vente. L'affaire est animée, au jour d'aujourd'hui, par 34 employés directs, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas les 35 ans, avec un taux de 45% de femmes. Le team Cap Matifou

Auto bénéficie régulièrement de formations de perfectionnement, avec une moyenne de 10 sessions par an.

Par ailleurs, l'établissement Cap Matifou Auto, a fixé comme perspective le développement de son service après-vente. Aussi, le déploiement de la nouvelle identité visuelle de la marque au losange, baptisée Renault Store.

## Partenariat GMI-Maghreb Leasing Algérie «MLA»

## Du Leasing au profit des clients PME/PMI de GMI



Global Motors Industries filiale de Global Group et représentant exclusif de Hyundai Truck & Bus en Algérie, signe ce lundi un accord avec le leader du financement en Leasing en

Algérie «MLA» et ce dans le cadre du financement en crédit bail (Leasing) au profit des clients PME/PMI de GMI. C'est ainsi qu'une cérémonie s'est tenue lundi dernier à l'hôtel

Lamarz Arts Hôtels Kouba, à Alger en présence d'un certain nombre de responsables et cadres des deux entités mais aussi des clients des deux entreprises et qui sera notamment couverte par un nombre important d'acteurs médiatiques nationaux. Parmi les objectifs recherchés à travers ce partenariat, Global Motors Industries vise à développer ses parts de marché et permet à ses clients potentiels d'accéder aisément au crédit par le biais de MLA, qui met en avant son offre classique le leasing qui est devenu un instrument financier très prisé par les propriétaires de PME/PMI. Il est entendu que cette formule de crédit bail sera appliquée à l'ensemble du réseau commercial de Global Motors Industries.

## Industrie automobile

## Le futur complexe de pétrochimie répondra à la demande en plastique

L'Algérie compte sur le développement de la production locale des matières premières plastiques afin de donner un nouvel élan à sa filière de plasturgie, a indiqué dimanche à Alger le secrétaire général du ministère de l'Industrie et des Mines, Kheireddine Medjoubi. «Nous sommes en train de travailler sur la délocalisation industrielle vers l'Algérie pour le développement de la plasturgie qui concerne toutes les activités de l'industrie, notamment celle de l'automobile», a déclaré M. Medjoubi à la presse en marge de l'ouverture du 5<sup>e</sup> salon international des plastiques et composites pour l'Algérie, le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest (Plast Alger 2018). Pour faire face à sa dépendance aux intrants importés, le groupe Sonatrach envisage de lancer un grand complexe de pétrochimie en partenariat avec le groupe français Total, pour produire notamment la matière plastique issue du gaz. Ce complexe permettra de répondre aux besoins croissant du marché local qui prévoit d'atteindre plus de 600 000 véhicules montés en Algérie d'ici à 2022, selon M. Laidouni soulignant dans ce sens que la matière plastique représente près de 30% du coût d'un véhicule.





Allemagne

# Merkel élue chancelière pour un quatrième mandat difficile

■ Angela Merkel a été réélue hier matin chancelière d'Allemagne, un quatrième mandat qu'elle entame affaiblie et avec six mois de retard face aux défis du populisme et de la réforme de l'Union européenne.

Par Rosa C.

Sur les 688 votes valables, 364 députés ont voté en sa faveur à bulletins secrets. «J'accepte l'élection», a-t-elle dit, sous les yeux de sa mère Herlind Kasner, 89 ans. Mais, signe des difficultés auxquelles elle a été confrontée pour former une coalition, elle n'obtient que neuf voix de plus que la majorité requise de 355 voix et surtout 35 de moins que sa majorité de 399 élus conservateurs et sociaux-démocrates. M<sup>me</sup> Merkel doit encore prêter serment à la mi-journée, avant un premier conseil des ministres de ce gouvernement rajeuni et quasiment paritaire vers 17h00 (16h00 GMT).

Son élection marque la fin d'une longue quête de majorité. Au final, c'est la coalition sortante et mal-aimée réunissant la CDU/CSU de M<sup>me</sup> Merkel et la SPD qui est reconduite. Jamais depuis l'instauration de la démo-

cratie, l'Allemagne n'avait eu besoin d'autant de temps pour se trouver un gouvernement.

M<sup>me</sup> Merkel devra diriger un pays bouleversé par l'essor historique de l'extrême droite, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) étant depuis les législatives la première force d'opposition du pays avec 92 députés. Ce mouvement a su capitaliser sur les déçus du centrisme de la chancelière et ceux outrés par sa décision en 2015 d'accueillir des centaines de milliers de demandeurs d'asile. Pour nombre d'observateurs, elle attaque donc probablement son dernier mandat. Certains lui prédisent même une fin prématurée, M<sup>me</sup> Merkel ayant été malmenée ces derniers mois jusque dans ses rangs conservateurs. Le SPD a quant à lui prévu un bilan d'étape de la coalition dans 18 mois. «C'est tout a fait possible que cette coalition ne tienne pas quatre ans», résume sous couvert de l'anonymat un



PH. J. BURK

proche de la chancelière. Le ministre désigné des Finances et poids lourd social-démocrate, Olaf Scholz a reconnu que ce gouvernement n'était pas le fruit d'*«un mariage d'amour»*. Mais il a promis que les alliés allaient *«travailler ensemble et gouverner convenablement»*. En Europe, on espère que la première puissance économique du continent sera vite en ordre de bataille. Angela Merkel doit en effet rassurer ses partenaires sur sa capacité à agir alors que l'Union européenne (UE) est ébranlée par le Brexit, le repli sur soi de certains membres et la popularité croissante des partis anti-système. La réforme de l'UE figure à ce titre en haut de la feuille de route du nouvel exé-

cutf allemand. Vendredi, de sources diplomatiques concordantes, elle ira à Paris pour discuter avec le président français Emmanuel Macron de ses propositions de réforme de l'UE, notamment la mise sur pied d'un budget dans la zone euro, accueillie avec peu d'enthousiasme par Berlin. *«Nous sommes complètement dépendants l'un de l'autre. Je ne crois pas une seule seconde qu'un projet européen puisse avoir du succès sans ou contre l'Allemagne»*, a insisté M. Macron, selon une traduction de l'allemand d'une interview publiée hier par le quotidien *«FAZ»*, *«si l'Allemagne ne bouge pas, mon projet échouera en partie»*. En vue du Conseil européen

des 22 et 23 mars, les deux dirigeants veulent, selon M<sup>me</sup> Merkel, *«apporter de la clarté sur ce qu'on considère comme la prochaine étape»*. Elle sera précédée à Paris dès hier par son nouveau ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, selon son homologue Jean-Yves Le Drian. En Allemagne, la stabilité rassurante longtemps incarnée par M<sup>me</sup> Merkel, une fille de pasteur, a fini par se retourner en partie contre elle. Pour certains, elle a mis en danger le pays en l'ouvrant aux demandeurs d'asile musulmans, pour d'autres elle incarne l'immobilisme dans un monde en changement. Face à la menace de l'AfD, elle a dû donner des gages à l'aile la plus à droite de son parti, promettant de plafonner les arrivées de migrants et accordant une place au gouvernement à son principal critique de la CDU, l'ambitieux Jens Spahn. Enfin, son gouvernement a promis d'être celui des *«petites gens»*, selon le ministre désigné de l'Intérieur, Horst Seehofer. Il s'agira en particulier d'accompagner une population en perte de repères dans la mondialisation et la numérisation accélérée de l'économie, des facteurs de l'essor des extrêmes en Occident. *«Lorsqu'on regarde l'élection de (Donald) Trump, le Brexit, les succès des partis d'extrême droite en Europe (...), nous voyons l'urgence de trouver de nouvelles réponses aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle»*, a insisté M. Scholz.

R. C.



## Points chauds

### Embarras

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a un mois le patron de la droite, Laurent Wauquiez, se retrouvait au cœur d'un scandale, que certains lui ont reproché d'avoir orchestré pour glaner des points de popularité, en essayant de surfer sur la vague de Donald Trump et de son parler *«franc»*. Mais que Wauquiez ait réellement participé à la fuite de ses propos ou pas, cela ne change pas le fait que ce scandale, loin de lui avoir profité, a endommagé son image auprès des Français. En effet, le président des Républicains chute de 9 points à 32% et perd en un mois plus de 7 points. Le dirigeant de la droite paie ainsi ses propos enregistrés à son insu à l'EM Lyon qui ont suscité la polémique en février dernier. Il recule notamment fortement auprès des sympathisants de son propre parti (67%, -16). Dans le même temps, la présidente LR de l'Île-de-France, Valérie Pécresse, qui s'est ouvertement opposée à lui ces derniers mois et qui a été le point de mire de multiples remarques désobligeantes, progresse de 8 points, avec 50% de bonnes opinions auprès de l'ensemble des personnes interrogées. Par ailleurs, pour faire oublier l'embarrassante séquence de l'enregistrement lyonnais où il disserta sur Nicolas Sarkozy, Wauquiez a prévu cette semaine une rencontre avec l'ancien président. Le président des Républicains est ainsi reçu par l'ancien chef de l'État, dans ses bureaux de la rue de Miromesnil à Paris, trois semaines après ses excuses publiques. *«Nicolas Sarkozy, il en était arrivé au point où il contrôlait les téléphones portables de ceux qui rentraient en Conseil des ministres. Il les mettait sur écoute pour pomper tous les mails, tous les textos, et vérifier ce que chacun de ses ministres disait»*, assurait l'actuel président de LR. Dès le lendemain, il avait plaidé le jeu de rôle, expliquant que *«ce cours amenait notamment les étudiants à réfléchir sur les rumeurs et les fantasmes qui nourrissent la vie politique»* et qu'il n'avait donc *«jamais été question dans (son) esprit de soutenir qu'on ait fait surveiller des membres du gouvernement dans le cadre du Conseil des ministres»*. Dans l'entourage de l'ancien président, on avait *«formellement»* démenti cette *«grotesque histoire d'écoutes»*. Mais rares sont les responsables de LR à s'aventurer sur ce terrain. Sous couvert d'anonymat, l'un d'eux s'interrogeait ouvertement la semaine suivante sur la véracité d'une telle accusation. Aujourd'hui, *«il faut que Laurent Wauquiez fasse une rupture générationnelle forte. Tout ce qui peut rompre le lien avec le passé est salutaire»*, plaide un membre de l'actuelle direction. Reste que la polémique, loin de lui être favorable, a laissé des traces qui entachent le début de mandat de Wauquiez à la tête des Républicains et pourrait compromettre ses projets de réformes de la droite dans l'immédiat, surtout que Pécresse qui incarne un tout autre courant que le sien, ne cesse de gagner en popularité, semble-t-il, à ses dépens. F. M.

Corée du Nord

## Craignant d'être délaissé, le Japon envisage un sommet Abe-Kim Jong-Un

Le Japon, pris de court par l'annonce surprise d'une rencontre prochaine du président américain Donald Trump avec le dirigeant de la Corée du Nord Kim Jong Un, tente selon les médias japonais d'organiser de son côté un sommet de son Premier ministre Shinzo Abe avec M. Kim afin de ne pas être exclu de possibles discussions sur l'arsenal nucléaire du régime reclus voisin de l'archipel nippon. Les responsables gouvernementaux n'ont pas confirmé hier les informations de presse faisant état d'un possible changement de la politique du Japon, qui s'était dit sceptique sur des discussions avec les États-Unis. Le porte-parole du gouvernement, Yoshihide Suga, n'a cependant pas apporté de démenti explicite.

*«Ce qui est important, c'est que les trois pays, le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud continuent de coordonner étroitement leurs politiques»*, a-t-il déclaré hier lors d'un point de presse régulier.

*«Nous voulons progresser dans nos efforts pour parvenir à une solution complète des questions de l'arsenal nucléaire et de missiles ainsi que des enlèvements (de Japonais par Pyongyang dans les années 1970 et 1980, Ndlr) (...) et pour cela nous allons revoir notre façon de procéder, dans l'optique d'adopter la meilleure approche»*, a-t-il dit. Aucune allusion officielle à un sommet Abe-Kim n'a été faite de part et d'autre.

Mais les agences de presse japonaises Kyodo et Jiji ont toutes deux rapporté que cette éventualité était étudiée après l'annonce la semaine dernière d'une rencontre cette année entre Donald Trump et Kim Jong Un. Le Japon maintient depuis longtemps une position de fermeté envers la Corée du Nord et affirme juger inutile de *«négocier pour négocier»*.

La perspective d'un sommet Trump-Kim ainsi que de discussions entre les deux Corées semblent l'avoir poussé à revoir

sa position, estiment les analystes. Tokyo craint que la voie diplomatique actuellement engagée laisse en suspens la question des missiles de courte et moyenne portée de la Corée du Nord, une menace pour le territoire japonais, ainsi que celle des ressortissants de l'archipel kidnappés par Pyongyang pendant la Guerre froide dans le but de former des espions à la langue et aux coutumes japonaises.

*«Le Japon doit organiser un sommet dès que possible après ceux du Nord et du Sud et des États-Unis et de la Corée du Nord (...) afin d'éviter d'être laissé de côté tant sur la sécurité que sur les enlèvements»*, a commenté auprès de l'AFP Masao Okonogi, un spécialiste de la Corée du Nord lié à l'Université Keio de Tokyo. Le dernier Premier ministre japonais à avoir rencontré un dirigeant nord-coréen est Junichiro Koizumi, qui s'était entretenu avec Kim Jong Il, le père de l'actuel dirigeant, à Pyongyang en 2004.



— Le TNA présente le legs du scénographe de la Royal Shakespeare Company —

## Le parcours et l'œuvre de Abdelkader Farah revisités

■ La rencontre de deux jours, consacrée à l'œuvre du scénographe algérien Abdelkader Farah, s'est ouverte mardi à Alger, avec une évocation du parcours singulier de l'artiste et le dévoilement d'un legs contenant plusieurs ouvrages, des supports vinyle et vidéos qu'il avait faits des années auparavant, à la faveur du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA).

Par Adéla S.

Une bibliothèque contenant 1 624 ouvrages, écrits dans les langues anglaise, française et arabe, un lot de 226 disques vinyle de différents genres musicaux des patrimoines algérien, arabe et universel et un autre de 155 supports vidéo contenant des pièces de théâtre et des ateliers d'apprentissage dans le domaine du 4<sup>e</sup> art et de la scénographie notamment, ont constitué le legs de celui qui s'est distingué par sa créativité et son savoir-faire à la Royal Shakespeare Company (RSC). Quelques titres consacrés aux décors, costumes, accessoires et masques selon les conceptions dans différentes cultures du monde et d'autres à la géométrie, l'architecture, l'histoire et les religions, entre autres, ont été présentés dans les étalages d'une exposition consacrée au parcours et à l'œuvre de Abdelkader Farah, disparu en 2005.

Le responsable artistique de cette rencontre, le dramaturge et metteur en scène Ziani Cherif Ayad, évoquant la «volonté permanente» de l'homme à mettre son expérience au service du Théâtre algérien, a indiqué que cette rencontre constituait le «début d'une coopération» entre le TNA et le Conseil culturel britannique pouvant aller jusqu'aux «échanges avec la RSC».

Lors de son intervention, la directrice du Conseil culturel britannique, Sandra Hamrouni, a estimé que cette rencontre était une «porte qui s'ouvre» à la coopération où «le seul bénéficiaire serait le théâtre», ajoutant qu'elle «permettait plus d'échanges entre l'Algérie et le Royaume-Uni».

De son côté, l'académicien Saïd Benzerga a estimé que cette rencontre célébrait «un



grand homme de l'Algérie», dont l'œuvre est devenue «universelle», est une mise en garde contre «l'oubli» et le «reniement», qualifiant de «perte» l'«absence d'investissement» dans la créativité et le génie de cet homme qui a fait ses premières classes à la Zaouia de

Cheikh El Missoum, à Kasr El Boukhari (Médéa). Auparavant, un film-documentaire de Ali Aissaoui, intitulé «Abdelkader Farah, de Kasr El Boukhari à la RSC» a été projeté, mettant en valeur son parcours à travers des images et des témoignages qui ont également rappelé la

genèse de son legs au TNA, avant de le voir, dans un document rare, parler de sa propre expérience de scénographe.

Né le 28 mars 1926 à Kasr El Boukhari, Abdelkader Farah a réussi à imposer son savoir-faire dans plusieurs théâtres en Europe et aux Etats-Unis, avant



d'intégrer la RSC, une référence pour les professionnels du 4<sup>e</sup> art dans le monde. La rencontre sur l'œuvre du scénographe Abdelkader Farah s'est poursuivie hier, avec trois interventions, de Tayeb Ould Aroussi, Merouane Farah (neveu du regretté) et Omar Azradj.

A. S./APS

Oran

## Des contes sur Syphax, l'Emir Abdelkader et El Bouzidi au cœur du conte populaire

Le conteur Mahi Seddik s'attelle à rédiger un ouvrage «Au cœur du conte populaire» autour de trois personnages historiques algériens que sont le roi Syphax, l'Emir Abdelkader et le saint-patron Sidi Belabbès El Bouzidi, a-t-on appris à Oran de l'auteur de cette initiative.

Cette initiative constitue un des projets visant à préserver la culture algérienne et à valoriser le patrimoine, a souligné Mahi Seddik qui prend part au Festival international du conte ouvert lundi à Oran.

Le premier conte de ce livre concerne l'histoire oubliée du roi Syphax, selon le conteur, qui estime que l'écriture sur ce roi qui a gouverné la Numidie «n'est pas chose facile vu le manque de sources historiques». Le deuxième texte relate les qualités du fon-

dateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, et le troisième le saint-patron Sidi Belabbès El Bouzidi, a fait savoir Mahi Seddik, notant que ces trois personnages ont des liens géographiques, historiques et culturels.

Ce conteur œuvre à publier un ouvrage qui relate les trois contes de légendes d'oiseaux «Bicharat El Kheir» de l'Ahaggar (Tamanrasset), «Abou Habibi» de Tunisie et «Kim Baby» du Congo. Ces oiseaux représentent des symboles de prospérité et de sécurité, a-t-il souligné. Le conteur traite aussi de la migration clandestine sous forme de conte d'oiseaux.

Mahi Seddik présentera, prochainement à Constantine, des contes populaires illustrés de photos prises par un photographe de Sidi

Bel-Abbès. Une nouvelle initiative de son expérience artistique.

Par ailleurs, ce conteur populaire algérien se rendra au Salon du livre pour enfants de Sfax (Tunisie) à la mi-mars courant pour agrémenter le public tunisien d'un bouquet d'histoires populaires algériennes dont «Bagrat Litama» (La vache des orphelins), «Habra Bent Sebaa» et «Haidwan», entre autres.

Mahi Seddik a déjà présenté ses contes dans nombre de pays dont le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, les Emirats arabes unis, le Liban, la France, la Belgique et la Grande-Bretagne, où le public a apprécié le conte algérien, son dialecte et ses récits attrayants.

Racim C.

Musique

## L'artiste italien Eugenio Bennato anime un concert à Alger

L'auteur-compositeur-interprète de musique traditionnelle italienne, Eugenio Bennato, a animé, mardi à la salle El-Mouggar d'Alger, un concert éclectique alliant plusieurs langues et genres musicaux méditerranéens. Accompagné d'Osio Lambiasc à la guitare, Simonetta Stefano à la basse et de l'artiste lyrique et multi-instrumentiste marocain, Mohamed Zaim El-Alaoui, Bennato a gratifié le public d'un florilège d'œuvres interprétées en plusieurs langues. L'artiste napolitain

a notamment présenté des titres célèbres de son dernier album «Da Ché sud é sud», sorti en octobre 2017 et dans lequel il magnifie le dialogue des cultures à travers l'évocation de l'identité, la paix et l'immigration.

L'auteur compositeur a fait alterner la musique populaire du sud de l'Italie, sa région natale, avec d'autres styles méditerranéens et orientaux et fusionné dans une rythmique tout en harmonie, la musique traditionnelle italienne avec le Gnaoui, genre très répandu au Maroc et dans le

sud de l'Algérie. Invité à la soirée, le chanteur algérien Abdou Gnawi a donné avec le Marocain Mohamed Ezzaïm El Alaoui un cachet vocal particulier au spectacle qui a ainsi vu l'arabe se mêler à l'anglais, au français et à l'italien.

Le public a applaudi les prouesses du percussionniste Francesco Del Duca, qu'il a enchanté de parties rythmées en solo et autres roulements. Pour sa part, le soliste Ezio Lambiasc a été applaudi par le public pour ses riffs rythmés et accords

envoutants exécutés à la guitare électrique.

Natif de Naples, Bennato a entamé sa carrière musicale dans les années 1970, date à laquelle il fondait «Nuova Compagnia di canto popolare», groupe de musique traditionnelle. Passionné de la musique populaire de son pays, il crée des compositions inspirées du patrimoine local.

Dans la fin des années 1990, il fonde avec la musicienne italienne Silvia Coarelli le groupe Taranta Power, une synthèse

musicale d'un mouvement qui rassemble les diverses formes de tarentelle des régions du sud de l'Italie. Eugenio Bennato a également composé des bandes son pour la télévision, le cinéma, le théâtre et le ballet classique.

Le concert d'Alger a été organisé par l'ambassade d'Italie et l'Institut culturel italien d'Alger en collaboration avec l'Office national de la culture et de l'information. Eugenio Bennato se produira aujourd'hui au théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran.

R. C.



CAN 2019 (U20)

## Le joueur de l'Inter Belkheir appelé

**LE DIRECTEUR** des équipes nationales, Boualem Charef, a convoqué le joueur Mohamed Belkheir qui évolue au club italien de l'Inter de Milan en vue de la double confrontation face à la Tunisie qui entre dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 20 ans (U 20), a indiqué mardi la Fédération algérienne de football (FAF). Le joueur sera présent au regroupement de la sélection nationale U20 qui aura lieu à la prochaine date FIFA, soit à partir du 17 mars, précise l'instance fédérale sur son site officiel. Mohamed Menaouer Belkheir a commencé le football en France, plus précisément CFFP à Orly, dès l'âge de 6 ans. Mais à 14 ans le futur international algérien optera pour le championnat italien en signant à Hellas Verona. Après deux

années passées dans ce club, il tape à l'œil des recruteurs de l'Inter de Milan qui finiront par le recruter. Ce jeune attaquant qui a toujours émis le vœu de porter les couleurs de l'Algérie aura l'opportunité de le faire et de prouver son talent chez U20. La sélection algérienne prépare activement sa double confrontation contre son homologue tunisienne pour le compte du premier tour des éliminatoires de la CAN-2019 dont la phase finale aura lieu au Niger. Le match aller entre l'Algérie et le Tunisie se jouera à Alger entre le 30, le 31 mars et le 1<sup>er</sup> avril, alors que la seconde manche est fixée entre le 20, le 21 et le 22 avril en Tunisie. En cas de qualification, la sélection algérienne sera opposée au Ghana au 2<sup>e</sup> tour, programmé au mois de mai prochain.

Buteurs africains d'Europe

## Mahrez parmi les meilleurs

**L'INTERNATIONAL** algérien Riyad Mahrez, auteur d'un but et d'une passe décisive lors de l'écrasante victoire de Leicester City contre West Bromwich Albion (4-1) en match de la 30<sup>e</sup> journée du championnat d'Angleterre, a fait son apparition dans le Top 20 des meilleurs buteurs africains d'Europe. L'ailier algérien occupe la 13<sup>e</sup> place avec 10 buts inscrits en 28 matchs disputés soit une moyenne de 0,36 but par match. L'Egyptien Mohamed Salah,

muet lors du match au sommet contre Manchester United (1-2), est toujours sur la première marche du podium avec 24 buts en 29 rencontres. Il devance dans l'ordre le Malien Moussa Marega (Porto) avec 20 buts en 24 matchs et le Camerounais Vincent Aboubacar (Porto) avec 15 buts en 23 rencontres. Le meilleur artillerie africain de la saison derrière, Pierre-Emerick Aubameyang, occupe la 4<sup>e</sup> position avec 15 buts en 20 matchs.

Sports mécaniques

## Rallye des montagnes à Saida

**LA PREMIÈRE** édition de la course nationale de motos «Rallye des montagnes» sera organisée dans la wilaya de Saida les 15 et 16 mars courant, avec la participation de 45 sportifs, a-t-on appris mardi des organisateurs. Le président de l'association de wilaya du club amateur des sports mécaniques «El Ogbane», Houari Senni, a indiqué que cette manifestation sportive verra la participation de concurrents des wilayas d'Alger, Biskra, Laghouat, Djelfa, Médéa, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès et Saida. Un parcours aux hauteurs de la région de Sidi Ahmed

Zeggai, aux environs de la ville de Saida, a été retenu pour cette course sur une distance de 45,6 kilomètres à parcourir en aller et retour, a-t-il fait savoir. La première journée de cette compétition nationale sera marquée par une tournée des motocycles à travers les artères de la ville de Saida, en plus d'une exposition des motocycles à la place «Emir Abdelkader» au centre-ville. La course est prévue pour le vendredi. Pour garantir la réussite de cette compétition placée sous le patronage du wali de Saida, toutes les conditions sont réunies, a-t-on assuré.

Tennis/Championnats d'Afrique 2018 «Juniors»

## Benkaddour et Rihane qualifiés au 2<sup>e</sup> tour

**LES ALGÉRIENS** Youcef Rihane et Lynda Benkaddour se sont qualifiés mardi au 2<sup>e</sup> tour du tableau simple des Championnats d'Afrique 2018 «Juniors» de tennis, qui se déroulent du 12 au 17 courant à Marrakech (Maroc). Benkaddour, qui est également qualifiée dans le tableau double, s'est imposée devant la Marocaine Ines Bachir Bouhali en deux sets (7-6, 7-5), et affrontera au deuxième tour l'Egyptienne Sara El Ghazouly. Pour sa part, Rihane a dominé le Camerounais Paul Brunel Wamba Ngoudjio (6-1, 6-3) et

défiera le Marocain Younes Adnane au prochain tour. La compétition, de grade B2, qui se déroule sur les courts en terre battue du Royal Tennis Club de Marrakech, a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial, aussi bien chez les garçons que chez les filles. Parmi eux, le Sud-Africain Philip Henning (59<sup>e</sup> mondial) et le Marocain Yassir Kilani (76<sup>e</sup> mondial) chez les garçons, ainsi que la Burundaise Sada Nahimana (46<sup>e</sup> mondiale) et la Marocaine Diaé El Jardi (85<sup>e</sup> mondiale) chez les filles.

Ligue I Mobilis (23<sup>e</sup> journée)

# Le MCO pour se ressaisir, duel de mal-classés à Blida

■ Le MC Oran fera tout possible pour se ressaisir en accueillant l'US Biskra pour le compte de la 23<sup>e</sup> journée de la Ligue I Mobilis.

Par Mahfoud M.

**A**près la lourde défaite face au MCA, les Hamraoua sont dans l'obligation de l'emporter lors de ce match face à un mal classé, à savoir Biskra, qui joue sa survie en Ligue I. Les poulains de Bouaâkaz sont décidés à se donner à fond pour prendre les trois points du succès lors de ce match et se réconcilier avec leurs fans très déçus de la lourde défaite concédée à Alger. Toutefois, ils doivent quand même faire très attention à cette équipe des Ziban qui se déplacera avec un esprit conquérant et fera tout pour revenir au moins avec le point du nul. De son côté, le Paradou AC qui traverse une période faste et est revenu en force ces derniers temps, tentera de confirmer son excellente forme en venant à bout de l'USM Bel-Abbès à domicile au stade de Bologhine. Après avoir vaincu le DRB Tadjenant chez lui, les coéquipiers d'El Mellali n'ont qu'une seule idée en tête : confirmer ce résultat en battant les gars de la Mekerra à domicile. Cependant, il faut s'attendre à une réaction des Bel Abbésiens qui ne se déplaceront pas en victimes et



Les Hamraoua pour se reprendre

feront tout pour revenir avec le meilleur résultat possible. Le Nasr Hussein-Dey reçoit le DRBT à domicile au stade du 20-Août et ne devrait pas trouver de peine à l'emporter, sachant que cet dernier souffre en se confinant en bas du tableau. Enfin, il y aura un duel au sommet à Blida entre mal-classés, étant donné que l'USMB local reçoit l'USMB dans une rencontre très difficile pour

les deux formations. Blidéens et Harrachis auront le même objectif : réussir un bon résultat et éviter la défaite. **M. M.**

**Le programme :**

**Jeudi 15 mars :**

P AC - USMBA (17h00)

**Vendredi, 16 mars :**

USMB-USM H (16h00)

NAHD- DRBT (16h00)

MCO-USB (16h00)

Ligue 1 Mobilis (23<sup>e</sup> journée)

## L'USMA s'impose devant l'ESS

**L'**USM Alger s'est imposée devant l'Entente de Sétif 3 à 2 (mi-temps : 1-0), en match comptant pour la 23<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, mardi au stade Omar-Hamadi (Alger). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Darfalou (8', SP), Kouidri (51'), Chafai (80') pour l'USMA, alors que Banouh a réduit le score pour l'ES Sétif (82' et

90'+2). Grâce à cette victoire, les Usmistes se hissent provisoirement à la deuxième place avec 38 points, ex aequo avec le MC Oran qui compte un match en moins. Invaincue depuis la 19<sup>e</sup> journée, l'ESS (6<sup>e</sup>, 33 points) tenant du titre, a raté l'occasion de s'approcher du podium. Les Sétifiens restent sixièmes au classement avec 33 points. Cette 23<sup>e</sup> journée a débuté samedi der-

nier avec la victoire du leader du CSC dans son antre de Chaïhid-Hamlaoui face au CR Belouizdad (1-0). Elle s'étalera jusqu'au samedi 17 mars, en raison de l'engagement de l'ESS, du MCA, de l'USMA et du CRB en 16<sup>e</sup> de finale (retour) des compétitions africaines interclubs prévus les 15, 16 et 17 mars.

Ligue II Mobilis (23<sup>e</sup> journée)

## Fortunes diverses pour les co-leaders

**L**es co-leaders auront des fortunes diverses pour cette 23<sup>e</sup> journée de la Ligue II Mobilis, étant donné que la JSMB et l'ASM joueront à domicile, alors que le MOB aura un déplacement périlleux à effectuer. Ainsi, la JSM Béjaïa reçoit le MC Saïda dans une rencontre qui paraît à première vue en sa faveur. Les gars de la ville des Hammadites ne devraient pas trouver de peine à l'emporter, sauf surprise. Les Bougiotes qui sont revenus en force en début de cette deuxième moitié de la saison souhaitent continuer sur cette lancée pour pouvoir réaliser leur objectif d'accéder en Ligue I. Pour sa part, l'autre club bougiote, à savoir le Mouloudia, aura un

déplacement périlleux à effectuer en se rendant à Rélizane qui l'attendra de pied ferme. Les Vert et Noir tenteront de revenir avec au moins le point du nul qui leur permettra de rester dans la course à la remontée. De son côté, l'AS Ain Milia reçoit dans un derby et un choc très intéressant la JSM Skikda. Ainsi, les Milis

sont dans l'obligation de l'emporter s'ils souhaitent rester en pole position pour accéder en Ligue I. Ils doivent, néanmoins, faire très attention à cette équipe skikdienne qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et fera tout son possible pour l'emporter. L'ASO Chief reçoit dans son antre du stade Boumezrag le CA Batna, et fera tout pour l'emporter. Les Chéliéfiens ne souhaitent pas laisser passer cette occasion de coler davantage au groupe de tête en recevant la formation batnè-nene qui souffre.

**M. M.**

**Le programme :**

**Vendredi 16 mars 2018 à 16h :**

RCR-MOB

CRBAF-ASMO

WAT-MCCE

GCM-ABS

RCK-CABBA

JSMB-MCS

ASAM-JSMS

ASO-CAB

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Regroupement régional des directeurs de la Protection civile

## La campagne estivale 2018 se prépare dès aujourd'hui

UN REGROUPEMENT régional des directeurs de wilayas de la Protection civile a été organisé, mercredi à Médéa, pour préparer le dispositif de la campagne de lutte contre les incendies de forêt, feux de récoltes et la surveillance des plages pour l'année 2018. Vingt-cinq directeurs de la Protection civile des wilayas du centre, ouest et sud du pays, ont pris part à ce regroupement, dont les travaux ont été focalisés sur l'évaluation de la précédente campagne, l'examen des insuffisances et carences constatées lors de la campagne 2017, le financement du dispositif de la campagne estivale 2018. Les nouvelles priorités en matière de sensibilisation et de prévention, notamment les aspects relatifs à la protection des récoltes et les baignades dans les plans d'eau non surveillés, ont été également abordés lors de ce regroupement régional, qui s'est fixé comme objectif, d'apporter des correctifs susceptibles d'aider à réduire les dégâts enregistrés l'année écoulée et préserver des vies humaines, a expliqué l'inspecteur général auprès de la direction générale de la Protection civile, le colonel Mohamed K'elafo. Outre les aspects inhérents à l'organisation, la coordination des interventions, une part importante des débats a été consacrée au travail de sensibilisation et de prévention de proximité, qui devrait bénéficier d'un intérêt particulier lors de la préparation de la campagne estivale. Dans le but d'éviter la réédition de la vague d'incendies exceptionnelle qui a touché certaines régions du pays, en particulier les wilayas d'El-Tarf, Béjaïa et Tizi-Ouzou, la direction générale de la Protection civile compte renforcer ses moyens d'intervention, avec l'introduction de moyens hélicoptères pour accéder plus rapidement aux foyers d'incendies, qui étaient auparavant inaccessibles, a souligné le directeur de l'organisation et de la coordination au niveau de la DGPC, le colonel Fodhil Lalaoui. Cet officier a mis l'accent, par ailleurs, sur l'impératif d'atteindre une meilleure coordination intersectorielle, estimant que la réussite du dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de feux de récoltes, eu égard à leur impact sur le secteur économique, implique une plus grande participation des autres secteurs. Il a précisé, à cet effet, que la Protection civile ne peut pas faire face seule à des risques majeurs, affirmant que la lutte et la prévention de ce type de risque est l'affaire de tout le monde, notamment en matière de disponibilité des points de ravitaillement en eau, de carburant et de logistiques indispensables au bon fonctionnement du dispositif de lutte. Les bilans de l'année 2017, relatifs au dispositif de surveillance des plages et baignade, de prévention et de lutte contre les feux de forêt et palmiers, ainsi que les volets préventifs, organisationnels et opérationnels ont été examinés et analysés, lors de ce regroupement, afin d'identifier les difficultés rencontrées et les moyens de les résoudre.

Hatem B.

## El Tarf/Poste frontalier d'Oum T'boul

### Saisie de plus de 5 000 comprimés psychotropes

UNE SAISIE de 5 063 comprimés psychotropes a été effectuée par les services des douanes algériennes du poste frontalier d'Oum T'boul relevant de la daïra d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, mercredi, auprès de ce corps constitué. Cette quantité de médicaments classés hallucinogènes a été minutieusement dissimulée dans un véhicule touristique conduit par un Algérien qui s'appretait à finaliser les procédures douanières pour rentrer en Algérie, a précisé la même source. La valeur de la marchandise prohibée, composée de différentes marques de médicaments psychotropes, est estimée à plus de 12 000 DA, a ajouté la même source, signalant que cette saisie s'inscrit dans le cadre des efforts déployés au quotidien par les services de sécurité pour lutter

contre les différentes formes de banditisme et préserver la santé publique.

Hani Y.

## En 2017, près de 70 mille CAS Le divorce se banalise



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/Un programme «riche et varié» vendredi et samedi

## Ifigha fête l'olivier

Le coup d'envoi de la fête de l'olive d'Ifigha dans son édition 2018 sera donné dans l'après-midi de vendredi depuis l'école primaire du village par une dégustation des produits du terroir.

Par Hamid M.

La localité d'Ifigha (40 km à l'Est de Tizi Ouzou) va vibrer durant le week-end prochain au rythme de la deuxième édition de la fête de l'olive. Un programme riche et varié a été concocté par ses initiateurs dont la commune et le comité du village d'Ifigha et l'association culturelle «lkhoulaf». Le coup d'envoi de la fête de l'olive d'Ifigha dans son édition 2018 sera donné dans l'après-midi de vendredi depuis l'école primaire du village par une dégustation des produits du terroir suivie d'une animation artistique et d'une conférence autour de l'olive au niveau du centre culturel de la commune. Au second jour de la manifestation, les organisateurs ont prévu une exposition au niveau de la salle polyvalente de la commune et à l'abri sous roche d'Ifri N'Dlal. Dans l'après-midi du même jour, une conférence thématique en relation avec l'olivier sera suivie d'une animation artistique et de la remise des prix aux participants. A noter que la fête de l'olive d'Ifigha est placée cette année sous le slogan «L'olivier à travers les âges».

H. M.

Sous le patronage de Monsieur le Wali de Tizi-Ouzou et de l'APW L'APC d'Ifigha Le Comité du village Ifigha L'association culturelle lkhoulaf d'Ifigha.

**ORGANISE**  
Tameyza uzemmur n taddart Ifigha  
oussan n 16 d 17 mayyas 2018

La fête de l'olive du village Ifigha  
Les 16 et 17 mars 2018

*L'olivier à travers les âges*

2ème édition

Tadwilt tis snat

BIENVENUE

ANSUF YISWEN

## Maroc

### La contestation sociale se poursuit à Jerada

LE MAROC est toujours agité par un mouvement de contestation à Jerada (nord-est), depuis fin décembre, pour des revendications socio-économiques et la mort cruelle de jeunes dans les «mines de la mort» situées dans cette ville où l'extraction de charbon est la seule activité locale offerte. La mort, fin décembre, de deux mineurs dans un puits de charbon, suivi depuis de deux autres décès, a mobilisé la population de cette ville sinistrée en proie au chômage. De grandes manifestations pacifiques se sont succédé pour demander des «alternatives économiques» à la seule activité locale, l'extraction de charbon dans les «mines de la mort». Des manifestants étaient redescendus dans la rue fin février pour demander des «réponses concrètes»

suite à l'annonce d'un «plan d'action économique» proposé par le gouvernement, qui a menacé de prendre des mesures «fermes» contre les manifestants, selon le ministère de l'Intérieur. La tension est remontée ces derniers jours avec l'arrestation de quatre jeunes militants, samedi et dimanche, qui a été suivie par une grève générale, une marche et de grandes manifestations pour demander leur libération. Deux jeunes manifestants ont été arrêtés samedi à Jerada, et deux autres ont été appréhendés dimanche, a fait savoir une source associative locale, citée par des médias. Pour protester contre ces arrestations, les premières depuis le début du mouvement, des milliers de personnes ont manifesté dimanche à Jerada. Les manifestants ont

marché sur une cinquantaine de kilomètres vers une localité voisine. «La situation s'est tendue», a-t-on ajouté de source associative, faisant état d'un «sentiment de colère» chez les habitants qui font face à une «présence policière massive». Le Maroc a été également agité l'an passé par un autre mouvement de contestation, dans la région voisine du Rif (nord), avec des revendications comme la création d'emplois et le développement de cette région délaissée. Les autorités y ont arrêté plus de 450 personnes, une mesure largement critiquée par les associations des droits de l'Homme. Les leaders du mouvement sont détenus et actuellement jugés à Casablanca.

Farouk N.